



Le 30/09/26

Communiqué du SNFOLC 35 et du SNUDI FO 35

**Soutien aux lycéennes et lycéens mobilisés pour leurs revendications !
Stop à la répression !**

Partout en France, les lycéennes et les lycéens se mobilisent pour exiger des classes moins chargées, le remplacement des enseignantes et enseignants absents, l'abandon de la pression par la sélection façon « parcoursup », qui occulte la réalité du manque de places dans l'enseignement supérieur. Mais ils se mobilisent aussi pour réclamer des conditions matérielles décentes de scolarisation dans des bâtiments en décrépidité. Aujourd'hui en France, les élèves de lycée manifestent aussi pour exiger d'avoir le temps de manger le midi, d'avoir accès à des toilettes salubres, de ne pas avoir froid l'hiver et trop chaud l'été... La jeunesse en a assez de subir une politique d'austérité et de mise au pas.

Or, le gouvernement Macron-Lecornu prévoit encore 54 milliards de coupes budgétaires, sauf dans les dépenses militaires, et continue à verser des centaines de milliards d'aides publiques aux entreprises privées... Nous le disons avec les jeunes, d'autres choix s'imposent !

En Ile-et-Vilaine, plusieurs lycées étaient mobilisés hier mardi 29 septembre et ils le seront encore dans les jours à venir : mardi, plusieurs lycées rennais sont restés bloqués par les lycéennes et lycéens à l'occasion de la journée de défense des services publics, avant qu'ils ne rejoignent la manifestation rennaise qui a réuni 5 000 personnes (1/3 du cortège composé par la jeunesse étudiante et lycéenne).

Pour FO, les lycéennes et lycéens ont le droit de s'exprimer, le droit de manifester, le droit de revendiquer. Ils sont des citoyens en devenir, et l'avenir de notre pays. La réponse ne peut pas être la répression.

A travers la France, de nombreux témoignages de lycéennes et lycéens relatent des violences policières, des images choquantes et révoltantes d'un usage disproportionné de la force et d'armes dites « non létales » circulent sur les réseaux sociaux. La surenchère répressive n'est pas une réponse démocratique aux revendications légitimes de la jeunesse.

Les jeunes doivent pouvoir se réunir en sécurité.

Ils doivent pouvoir porter leurs revendications en toute indépendance.

Ils doivent être entendus. La réponse ne peut pas être la répression.

Comme les personnels de l'éducation nationale, ils demandent davantage de moyens pour pouvoir travailler dans des conditions dignes et décentes. Nos revendications sont communes.

Le SNFOLC 35 et le SNUDI FO 35 revendiquent :

- les postes nécessaires en enseignants, personnels de vie scolaire, Psy-en, infirmières, AESH...
- la baisse du nombre d'élèves par classe et donc l'ouverture des classes nécessaires,
- un plan d'urgence d'investissement pour la rénovation du bâti scolaire,
- l'abandon de la réforme Blanquer des lycées, la fin de Parcoursup, et la création des places suffisantes à l'université pour permettre aux bacheliers de s'inscrire dans la filière de leur choix,
- le droit pour les élèves à se réunir librement pour faire remonter leurs demandes, et qu'ils soient entendus,
- l'arrêt immédiat de la répression et de la criminalisation de la mobilisation.

Nous demandons à ce que des salles soient mises à disposition des lycéennes et des lycéens qui le demandent dans l'enceinte des établissements pour y tenir des AG. Qu'ils puissent y mener en toute sécurité les discussions nécessaires afin de dresser leurs revendications et de pouvoir les porter.

